

Appel international pour la liberté de la presse au Brésil après les attaques contre les journalistes de The Intercept

Les 29 organisations de défense de la liberté de la presse, des droits de l'Homme et les médias cités ci-dessous condamnent avec la plus grande fermeté la vague d'attaques et les menaces dont fait l'objet la rédaction du journal d'investigation en ligne *The Intercept Brasil*. Nous demandons aux autorités brésiliennes de veiller au strict respect de la protection du secret des sources, garanti par la Constitution.

Les menaces et attaques ont commencé à partir du 9 juin 2019, suite à la publication par *The Intercept Brasil* du premier volet d'une série de reportages dénonçant des irrégularités apparentes dans l'enquête sur le scandale de corruption Lava Jato, l'un des plus importants de l'histoire du Brésil. Pour publier ces révélations, basées sur des documents obtenus d'une source anonyme, *The Intercept Brasil* a noué un partenariat avec plusieurs médias brésiliens, dont le quotidien *Folha de São Paulo* et le magazine *Veja*.

Depuis, les membres *The Intercept Brasil*, et en particulier le fondateur du site, Glenn Greenwald, ont été la cible d'innombrables insultes, dénonciations calomnieuses et de menaces de mort, étayées par des fausses informations visant à décrédibiliser le travail de la rédaction, sur les réseaux sociaux notamment. Le cas de *The Intercept Brasil* est symbolique et symptomatique des difficultés rencontrées par l'ensemble des journalistes qui enquêtent sur des sujets sensibles au Brésil, où les campagnes d'intimidations et de persécution contre la presse sont devenues fréquentes.

Nous, signataires du présent appel, considérons que les tentatives de déstabilisation et les atteintes à la crédibilité de *The Intercept Brasil* et ses partenaires, quelque soit leur provenance, constituent une grave menace pour la liberté d'information. Elles visent non seulement à détourner l'attention du public sur le contenu des révélations, mais surtout, elles renforcent un environnement de travail de plus en plus hostile pour la presse, et plus particulièrement pour le journalisme d'investigation.

Nous rappelons que l'Etat brésilien a la responsabilité de garantir la protection des journalistes, et d'enquêter sur ces graves menaces reçues par les journalistes de *The Intercept Brasil* et leurs partenaires.

La liberté de la presse et d'information sont les piliers de la démocratie, elles transcendent les clivages politiques et doivent à tout prix être protégées et garanties.

Signataires

